

JANUS a évoqué le risque potentiel de la « face cachée » de la Chine dans un message de février 2012 :

[18 : La gouvernance refuse de voir demain](#)

La chine a toujours le bol de riz plein mais voilà, les baguettes pour le manger se ramolissent ou se cassent...

Voici donc l'information annoncée dans ledit message. C'est un article en deux parties provenant du blog de Paul Jorion, blog n° 1 en économie. Il est vraiment important de le lire entièrement et particulièrement la seconde partie car il est très pertinent et démontre qu'il faut toujours aller au-delà de ce que l'on voit ou entend dans les médias audio-visuels classiques. La vérité ou du moins la réalité est beaucoup plus complexe ce pourquoi, il est indispensable de gérer local en pensant global mais aussi de gérer le présent en anticipant l'avenir. Il en est de même au niveau communal... CQFD !

JANUS vous retrouve à la fin de l'article pour sa conclusion. Bonne lecture...

»1^{ère} partie

Dès le début de la crise économique occidentale, en soutien d'une croissance qu'elle menaçait, le gouvernement chinois a épaulé l'économie du pays. Non pas par la voie du déficit budgétaire, mais en injectant massivement des liquidités via la Banque centrale : 600 milliards de dollars en deux ans. L'effet n'a pas tardé, sous forme de l'apparition d'une substantielle bulle financière. De 20 à 25 % de ces liquidités ont en effet été dans l'euphorie investies en bourse, suscitant des hausses record. Une bulle immobilière a de son côté enflé, les prix des logements neufs ont grimpé en flèche sur le marché, 60 millions d'entre eux étant aujourd'hui inoccupés.

Devant faire face à une augmentation des défauts de remboursement de leurs crédits, notamment de la part des collectivités locales qui ont créé des sociétés urbaines de développement et d'investissement pour emprunter sans compter, les grandes banques publiques ont sur instruction gouvernementale organisé le roulement des dettes pour ne pas constater de trop lourdes pertes en procédant à la restructuration d'une proportion inconnue des dettes des collectivités, qui s'élevaient à près de 1.300 milliards d'euros fin 2010, dont la moitié venait prochainement à échéance.

Il a ensuite été nécessaire de recapitaliser les banques. Des structures d'investissement, sortes de bad banks, ont été créées par le gouvernement, avec pour mission d'emprunter à taux réduit aux banques, pour en retour acheter leurs actifs douteux. Dispositif complémentaire, les banques ont bénéficié d'un important différentiel de taux entre celui qu'elles accordent aux dépôts de leur clientèle – souvent négatif, compte-tenu de l'inflation – et celui qu'elles pratiquent dans le cadre de leur politique de crédit. Elles ont ainsi rapidement dégagé des profits pour les affecter au renforcement de leurs fonds propres. Les particuliers, qui finançaient ainsi les largesses des banques, se sont retournés vers les circuits florissants de la banque parallèle, où ils trouvent de meilleurs rendements pour leur épargne.

Cette machinerie a ses limites, car si le gouvernement favorise le maintien de taux faibles, afin de rendre plus aisé le roulement des dettes et de permettre aux banques de dégager d'importantes marges, il faudra bien un jour constater les pertes des banques. En attendant, les transferts financiers qui sont opérés au détriment des déposants font obstacle au développement du marché intérieur.

L'État a soutenu l'économie afin de faire face à la crise occidentale, mais il faudrait qu'un relais intervienne rapidement pour soutenir la croissance. Si d'importants surplus à l'exportation ne peuvent pas continuer à être dégagés, un développement de la consommation intérieure devrait intervenir pour soutenir une industrie de transformation qui exporte actuellement environ 50 % de sa production. Mais, dans la pratique, l'essor du marché intérieur est beaucoup plus lent que le perceptible et durable déclin des exportations et la baisse de la croissance qui en résultent déjà.

Par ailleurs, ce n'est pas la politique de grands travaux d'infrastructures (autoroutes, chemins de fer à grande vitesse et aéroports) – dont beaucoup sont d'une utilité économique discutable – qui va le permettre. Pas plus que vont y contribuer les pertes que les banques vont éponger, qui vont restreindre l'enveloppe des crédits destinés au secteur productif de l'économie.

Le fossé entre les deux Chines – celle qui connaît un développement économique intensif et la Chine rurale et paysanne, réservoir de main d'œuvre en exode vers la première – risque fort de s'agrandir. Comme tous les pays du BRICS, la Chine s'est engagée dans un modèle de développement très déséquilibré, sur lequel il est difficile de revenir une fois le pli pris. Celui-ci n'est pas seulement source d'une grande injustice sociale, mais il s'est également révélé à l'origine d'un très grand déséquilibre – cette fois-ci mondial – héritage des bienfaits d'une mondialisation réalisée sous des auspices financiers de mauvais conseil. Les occidentaux voudraient revenir dessus par des mesures monétaires, en obtenant une réévaluation du yuan, en attendant qu'un nouveau modèle de développement soit adopté. Ils cherchent à accélérer un processus que les dirigeants chinois tentent de contrôler en l'inscrivant dans la durée.

Mais si ni les exportations, ni le développement du marché intérieur ne prennent le relais, la question se pose de savoir combien de temps la croissance, qui commence à fléchir, va pouvoir être maintenue au rythme actuel et grâce aux moyens qui sont déployés, même en prenant en compte les colossaux surplus commerciaux engrangés. Dans le cas contraire, de gigantesques problèmes sociaux pourraient menacer le régime. Une perspective que Wen Jiabao, le premier ministre sur le départ, a voulu rappeler en invoquant le spectre d'une nouvelle Révolution culturelle.

Les mirifiques surplus commerciaux chinois ne règlent pas tout. D'autant qu'une partie importante des réserves, estimées à 3,2 milliers de milliards de dollars, a été utilisée pour acheter de la dette américaine, et secondairement européenne, finançant ainsi les marchés à l'export de la Chine qui en avaient bien besoin (et aujourd'hui encore davantage). Ne pouvant et ne voulant plus acheter des dollars au rythme d'environ 400 milliards par an, pesant ainsi à la baisse sur le taux américain, le gouvernement chinois doit se préparer à enregistrer une hausse des taux obligataires, et par voie de conséquence une baisse de la valeur des titres qu'elle détient, ce qui diminuera ses réserves et restreindra ses marges de manœuvre.

Par ailleurs, l'endettement public du pays a beaucoup augmenté, même si les créanciers sont nationaux. Au total – État, collectivités locales, grandes entreprises publiques, etc. – on avoisinerait 60 % du PIB, selon des estimations ne prenant pas en compte les activités financières parallèles. Même dans un pays comme la Chine, une telle situation pourrait devenir problématique si elle s'accroissait exagérément.

(À suivre...)

2^{ème} partie

La société et l'économie chinoises sont plus fragiles qu'elles n'en donnent de l'extérieur l'impression, dépendant d'une machinerie financière à qui tout ne peut pas être demandé, et qui a déjà été à l'origine d'effets secondaires préoccupants. Déclenchant en particulier une inflation affectant les produits alimentaires, qui a pu être partiellement réduite mais est restée à plus de 4 % en valeur annuelle en fin d'année dernière.

Il en résulte que l'idée que la croissance de la Chine va tirer l'économie mondiale est une rêverie d'Occidentaux, qui viennent frapper à la porte pour obtenir le renflouement de l'Europe quand ils n'en escomptent pas l'essor impétueux de leurs propres exportations.

En cette année du Dragon, la Chine va devoir affronter de grands défis, a annoncé Wen Jiabao lors de la session plénière du parlement. De 10,4 %, la croissance est passée à 8,9 % au dernier trimestre, selon les statistiques officielles. Elle a désormais pour objectif officiel de plus modestement atteindre 7,5 % en 2012. Un taux inférieur aux 8 % traditionnellement considérés comme le seuil en dessous duquel il ne fallait pas descendre, sauf à créer d'importants problèmes sociaux. Sous l'impulsion de l'État, les investissements ont continué de croître plus vite que la consommation, contredisant l'intention affichée de rééquilibrer le développement, afin d'« attacher plus d'importance au mode de vie des gens, et laisser la population partager les fruits de la réforme », comme l'a déclaré le premier ministre sortant.

Un nouvel élan devra être selon lui donné à des réformes – qui ont marqué le pas en raison d'obstacles ou de résistances non précisées – en favorisant l'ouverture aux capitaux privés dans de nombreux secteurs de l'économie. Un rapport de la Banque mondiale en ce sens a même été rédigé avec des conseillers du gouvernement chinois, afin de « briser les monopoles ». Il est intitulé « Chine 2030 : bâtir une société à hauts revenus moderne, harmonieuse et créative ». Mais tout dépendra de la succession qui est en train de se jouer dans la plus grande opacité.

Dans l'immédiat, continuant à surveiller de près l'inflation, dont la montée serait socialement explosive, le gouvernement tente de lentement dégonfler la bulle immobilière en faisant baisser les prix et en réduisant le volume de la construction, à la faveur d'une régulation plus étroite du secteur. Ce qui a pour effet de déséquilibrer les finances des collectivités, qui reposent beaucoup sur la vente de terrains aux promoteurs immobiliers, à moins qu'ils ne soient apportés en garantie aux banques. C'est tout un pan du système financier qui vacille.

Parallèlement, les vannes du crédit ont à nouveau été ouvertes, grâce à un nouvel abaissement des réserves obligatoires des banques, qui avaient été précédemment à plusieurs reprises augmentées afin de contenir la bulle financière. Illustrant une politique tiraillée entre les objectifs contradictoires de la relance et de la lutte contre l'inflation. Des moyens de juguler le chômage sont activement recherchés, le gouvernement le chiffrant à 22 % de la population active. L'exode rural est un défi majeur, comme dans tous les pays émergents qui ont créé une vitrine intérieure de prospérité attirant irrésistiblement ceux qui la contemplant du dehors. L'urbanisation de la Chine sous la forme de mégapoles est un phénomène irréversible, dont les conséquences sociales et environnementales sont redoutables : les deux tiers des villes chinoises connaissent déjà une pollution dépassant les seuils admissibles.

Mais le plus préoccupant est l'accroissement des inégalités, qu'il n'est pas possible de chiffrer en raison du refus du Bureau national des statistiques de rendre public les données dont il dispose. Aux extrêmes, les pauvres restent pauvres et les riches deviennent très riches ; les classes moyennes sont soumises au flux et au reflux de la croissance économique. Les problèmes à résoudre sont donc immenses, auxquels il faut ajouter des désastres environnementaux sur lequel il sera long et difficile de revenir.

Le pays va devoir faire face à une baisse de sa croissance à 5 % ou 6 % l'an, selon les prévisions de la Banque mondiale. Celle-ci craint que toute chute brutale de la croissance pourrait révéler « des pertes dans les banques, les entreprises et à différents échelons du gouvernement – aujourd'hui cachées sous le voile de la croissance rapide – et pourrait précipiter une crise fiscale et financière ». Plus explicitement, nous parlerions de dette publique et privée ! La conclusion s'impose pour l'institution internationale : il faut changer de modèle. Avec deux impératifs, accroître la consommation des Chinois en augmentant les dépenses sociales et les salaires – ce qui aura pour effet de diminuer les exportations, et soulager l'Occident – ainsi qu'ouvrir de larges secteurs de l'économie aux capitaux privés en diminuant le rôle des entreprises d'État. Déjà à pied d'œuvre et attendant que les barrières réglementaires se lèvent, les mégabanes occidentales brûlent de faire partager leur expertise et d'accéder au partage d'un nouveau gâteau. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Celles-ci suffisent-elles, lorsque l'on prend connaissance du testament politique de Wen Jiabao, qui a affirmé que « si la réforme politique n'aboutit pas, la réforme économique ne pourra pas être menée à bien » et que « les problèmes apparus dans la société ne pourront pas être résolus », faisant référence explicitement aux disparités de revenus et à la corruption. Quid du magistère du Parti communiste quand il déclare également « il nous faut aller de l'avant dans nos réformes structurelles, économiques et politiques, en particulier la réforme de notre système de gouvernance de notre Parti et de notre pays » ? Comme l'URSS avant elle, la Chine est placée devant la délicate problématique de l'évolution en douceur d'un système faisant obstacle à son développement.

Mais par quoi le remplacer ? L'expérience russe est là pour faire craindre que la réforme progressive de la variante maoïste du système bureaucratique stalinien, associant ouverture politique et économique, ne sera pas l'un de ces larges boulevards tracés lors de l'édification des cités radieuses du socialisme. À l'échelle de la Chine, devenue seconde puissance mondiale, les bouleversements que l'on peut attendre ne seront pas rien. Corriger les conséquences sociales et environnementales d'une industrialisation à marche forcée par un appel au capitalisme privé n'est peut être pas non plus la meilleure des solutions...

Les déclarations du premier ministre sonnent dans l'immédiat comme un aveu d'impuissance, n'étant pas parvenu à ce qu'il n'a cessé de chercher à promouvoir. En s'associant, via de proches conseillers, à la Banque mondiale pour préconiser une ouverture accentuée au capitalisme, parallèlement à un élargissement international progressif du rôle du yuan, Wen Jiabao cherche un levier permettant d'écarter les résistances et de réformer le système. Mais cela pourrait créer une dynamique risquant d'échapper des mains du pouvoir tel qu'il est structuré, si ce n'est de certains de ceux qui l'occupent. L'histoire ne se répète pas, certes, mais parfois elle bégaye. »

JANUS :

Comme vous venez de le lire, tout n'est pas si « radieux » en Chine. Le problème majeur est cependant que leurs problèmes internes auront des répercussions à l'échelle planétaire !

Ceci pour dire que le cadre d'un nouveau monde, d'une nouvelle économie, d'une nouvelle société se construit au jour le jour sans trajectoire définie. Le manque de visibilité au long terme implique ce que JANUS ne cesse de vous dire depuis 2009 : la sortie de la crise n'est pas pour demain !

Ce n'est pas être défaitiste que d'affirmer cela. Des crises, l'humanité en a vécu plus d'une tout au long de sa grande histoire et elle traversera également celle-ci. La priorité est de s'interroger sur quoi faire et comment le faire pour vivre au mieux cette traversée chaotique. Faut-il rester passifs, à attendre les hypothétiques beaux jours ou devons-nous gérer le nez dans le guidon en pensant qu'à chaque jour suffit sa peine ou devons-nous engager une suite d'actions, investissements promotions qui relanceront un dynamisme économique plutôt que l'attendre. Dans cette dernière hypothèse, il va de soi que cette suite d'actions serait élaborée en tenant compte de ce qui a été dit précédemment : agir local en pensant global et gérer le présent en anticipant l'avenir.

Rassurez-vous, JANUS ne lit pas dans la boule de cristal ou le marc de café... Comme vous l'avez lu dans l'article sus-cité, l'avenir est toujours aléatoire mais il peut-être en grande partie prévisible si l'on tient compte de toutes les expertises, analyses, statistiques, prévisions, modélisations et autres rapports d'experts !

JANUS est persuadé que les décennies qui arrivent vont faire émerger une économie à contresens ou plutôt une double économie. En effet, il va y avoir une économie expansive qui collera à la mondialisation et une économie de proximité qui recollera, comme jadis, au local, au régional.

Cette dernière économie n'est pas une régression ni une vue de l'esprit. Elle est obligée et s'imposera naturellement au fil des ans et des contraintes du développement durable et de l'augmentation du prix des carburants. Loin d'être une régression, un retour au principe du circuit court, comme l'on dit à présent, s'appuyant sur les moyens modernes d'exploitation, de gestion, de distribution deviendra un des facteurs de développement économique. Des exemples, ici et là, en France et de par le monde, commencent à exister et confirment le bien fondé d'un retour à une consommation soutenable.

La situation de la Chine risque de devenir une nouvelle menace sur les marchés boursiers mondiaux mais il n'y a pas que celle-ci. L'instabilité des pays arabes consécutive à la récente révolution, ainsi que le problème de la dette des pays européens, sans oublier l'ensemble des pays mondiaux qui vivent dans la précarité ou l'endettement sont autant de menaces potentielles sur les indices boursiers. Dans ce contexte global incertain, Cogolin et la future intercommunalité du Golfe ont pourtant des opportunités à saisir. JANUS se désolé du manque de volonté commune des différents maires pour faire bouger les choses. JANUS est tout à fait en désaccord avec cet état de faire des maires en place. L'intention précède l'action ! C'est-à-dire, quels objectifs met-on dans nos actions ? Il n'est pas du tout impossible de gérer le présent des routes, assainissements, sécurité, activités sociales et autres mais dans des objectifs plus ambitieux à moyenne et longue échéance. En effet, il est tout à fait possible d'avoir un plan d'action innovant, cohérent, interactif et synergique ambitieux pour toutes les localités du Golfe. Si chaque communes investit un peu dans le même projet commun de développement économique, nous pourrions ne serait-ce que dans quelques petites années réaliser un projet touristique efficient et beaucoup plus rémunérateur en terme des diverses retombées qui importent dans la vie d'une communauté de destins. JANUS pense que public et privé doivent jouer gagnant-gagnant dans de grands projets communs. JANUS a

plusieurs projets permettant de dynamiser l'économie touristique locale et se différencie de la gouvernance actuelle en ce sens que le développement socio-économique de demain ne se fera pas dans le chacun pour soi mais dans la mutualisation des hommes et des moyens.

Je reprends l'image du collier de perles déjà utilisée dans d'autres messages.

Chaque commerce, chaque entreprise est une perle mais c'est l'ensemble des perles, reliées par un fil solide, qui fait un beau collier. C'est ce fil solide que JANUS vous proposera de créer avec ces propositions innovantes, cohérentes, interactives et synergiques !

Chacun tirant ses propres marrons du feu fera étinceler sa perle mais de fait, le collier, lui aussi, prendra de la valeur... CQFD !

J'en appelle à toutes les forces vives de la commune pour visiter COGOLINFORUM car elles pourront juger de qui a fait quoi et surtout qui fera quoi pour leur développement.

Nous nous devons de repenser la vie de la ville pour anticiper l'avenir. Nous ne devons plus attendre l'embellie mais la provoquer. L'intercommunalité devient de plus en plus nécessaire si nous désirons être aux commandes du train du dynamisme économique plutôt que de simplement le regarder passer en broutant les restes. Le Schéma de Cohérence et Organisation Territoriale (SCOT) a de bonnes pistes à développer. Malheureusement, les différents maires des cantons de Grimaud et de Saint-Tropez ont encore les œillères de XXe siècle. Ils n'ont pas encore compris que nous sommes au XXIe siècle, que nous sommes dans une crise qui signe la fin d'un mode sociétal et qu'il faut anticiper le nouveau mode de société qui se construit en temps réel.

L'étude publiée cette semaine dans un magazine auto en est une preuve supplémentaire. La conclusion de ce rapport est : Alors que les automobilistes roulent moins, ils dépensent plus d'argent (carburant, réparation, pièces détachées, assurances, etc) que lorsqu'ils roulaient plus, il y a quelques années en arrière... Cherchez l'erreur !

Cette étude va dans le même sens que JANUS vous indique depuis le début de COGOLINFORUM en septembre 2009. À savoir : Salaire identique voire réduit et augmentation constante voire exagérée du prix des diverses dépenses de la vie donc pouvoir d'achat diminué donc priorisation des dépenses par degré d'obligation donc moins de recours à l'automobile pour le moins indispensable donc moins de vacances éloignées et/ou moins de recours à la voiture pour visiter le territoire où se passent les vacances et/ou moins de dépenses style restaurant, hôtel, plage privée, extra et autres. Il est évident pour ne pas dire certain que le tourisme va en pâtir soit en nombre de touristes soit en montant des recettes car plus de touristes ne signifie absolument pas plus de touristes dépensiers... CQFD !

Il y a pourtant une autre clientèle touristique à attirer mais pour cela, il faut miser sur une autre offre qui est pour l'instant sous-estimée au niveau du Golfe, en général. JANUS vous expliquera ses propositions en temps opportun.

Faites passer le message à toutes les personnes de votre entourage et plus qui sont dans le tissu économique (commerce, artisanat, entreprise) afin qu'il viennent découvrir la conception dynamique d'une gouvernance en phase avec le tissu économique cogolinois. Il faut cesser avec la politique passive !

Le XXIe siècle ne peut plus se vivre côte à côte, chacun pour soi, mais ensemble !

Plus nous serons à croire en ces valeurs et plus nous pourrions faire en sorte de « Mieux vivre ensemble à Cogolin demain ».

Rassurez-vous, JANUS n'a aucune rougeur dans son propos. Il est simplement réaliste et répond à une obligation comptable différente de celle de jadis. Il ne peut plus en être autrement. Les maires qui ne l'ont pas compris prennent la responsabilité de plonger leur population dans une spirale infernale descendante. À l'inverse, les maires qui l'ont compris

créeront un cercle vertueux bénéfique pour le mieux vivre ensemble !

JANUS